



Assemblée générale

Distr. générale
12 mai 2011
Français
Original: anglais

Conseil des droits de l'homme

Dix-septième session

Points 2 et 3 de l'ordre du jour

Rapport annuel de la Haut-Commissaire des Nations Unies aux droits de l'homme et rapports du Haut-Commissariat et du Secrétaire général

Promotion et protection de tous les droits de l'homme,
civils, politiques, économiques, sociaux et culturels,
y compris le droit au développement

Résumé de la séance d'une journée consacrée aux droits de l'enfant

Rapport de la Haut-Commissaire des Nations Unies aux droits de l'homme*

Résumé

Le présent rapport est soumis conformément à la résolution 16/12 du Conseil des droits de l'homme dans laquelle le Conseil a prié la Haut-Commissaire aux droits de l'homme d'établir un résumé de la séance d'une journée consacrée aux droits de l'enfant, en application de sa résolution 7/29. On trouvera dans le rapport un résumé des échanges de vues qui ont eu lieu le 9 mars 2011 au cours du débat annuel d'une journée sur une approche holistique de la protection et de la promotion des droits des enfants qui travaillent et/ou vivent dans la rue.

* Soumission tardive.

GE.11-13164 (EXT)



* 1 1 1 3 1 6 4 *

Merci de recycler



Table des matières

	<i>Paragraphes</i>	<i>Page</i>
I. Contexte	1–4	3
II. Table ronde du matin: «Causes profondes et principaux facteurs conduisant les enfants à vivre et travailler dans la rue»	5–26	3
A. Remarques et déclarations liminaires des participants.....	5–15	3
B. Le débat en plénière.....	16–22	6
C. Observations finales.....	23–26	8
III. Table ronde de l'après-midi: «Situation des enfants travaillant et/ou vivant dans la rue: stratégies de prévention et réponse»	27–47	9
A. Remarques liminaires et déclarations des participants.....	27–34	9
B. Débats en plénière.....	35–41	12
C. Observations finales.....	42–46	15

I. Contexte

1. Dans sa résolution 7/29, le Conseil des droits de l'homme a décidé de consacrer, au minimum, une séance d'une journée entière par an à l'examen de différentes questions concernant spécifiquement les droits de l'enfant, notamment l'identification des difficultés que pose la réalisation des droits de l'enfant. Dans sa résolution 13/20, le Conseil a décidé de consacrer sa prochaine résolution et sa séance annuelle d'une journée à une approche holistique de la protection et de la promotion des droits des enfants travaillant et/ou vivant dans la rue.

2. La séance annuelle d'une journée consacrée à la protection et à la promotion des droits des enfants travaillant et/ou vivant dans la rue s'est tenue le 9 mars 2011 et avait pour but de susciter une prise de conscience de la situation des enfants vivant et/ou travaillant dans la rue, en réaffirmant les normes et les engagements existants souscrits par les États membres pour protéger les enfants, y compris ceux qui connaissent des situations particulièrement difficiles, en mettant l'accent sur les meilleures pratiques et les leçons tirées des travaux de différents acteurs, et aussi en mettant en lumière les principales difficultés et en recommandant des moyens d'aller de l'avant. La séance a été répartie en deux tables rondes: la table ronde du matin qui portait essentiellement sur les causes profondes et les principaux facteurs qui amènent les enfants à vivre et/ou à travailler dans la rue, et la table ronde de l'après-midi qui était consacrée à l'examen des stratégies de prévention et des réponses à apporter.

3. La table ronde du matin s'est tenue avec la participation de représentants de l'African Movement of Working Children and Youth, ainsi que de représentants de programmes appuyés par Plan International au Bangladesh

4. La séance était organisée conjointement par la Mission permanente de la Hongrie et la délégation de l'Union européenne (au nom de l'Union européenne), l'Uruguay (au nom du Groupe de l'Amérique latine et des Caraïbes) et le Haut-Commissariat des Nations Unies aux droits de l'homme, ainsi que par d'autres institutions des Nations Unies, en particulier le Fonds des Nations Unies pour l'enfance (UNICEF) et l'Organisation internationale du Travail (OIT), et par des organisations non gouvernementales, y compris Street Children Consortium et le Groupe des ONG pour la Convention relative aux droits de l'enfant et Plan International. Une équipe spéciale chargée de préparer la séance annuelle d'une journée avait eu ses premiers échanges de vues en novembre 2010 et s'est ensuite réunie périodiquement pour assurer la réussite de l'événement.

II. Table ronde du matin: «Causes profondes et principaux facteurs conduisant les enfants à vivre et travailler dans la rue»

A. Remarques et déclarations liminaires des participants

5. Les débats de la table ronde du matin ont été dirigés par le Président du Conseil des droits de l'homme. La Haut-Commissaire des Nations Unies aux droits de l'homme a ouvert les débats, suivie de présentations de jeunes représentants de programmes appuyés par Plan International au Bangladesh; d'un représentant de l'African Movement of Working Children and Youth du Bénin; du Rapporteur spécial sur la vente d'enfants, la prostitution des enfants et la pornographie mettant en scène des enfants; du Président de Street Invest; et du commissaire et rapporteur chargé des problèmes de l'enfance à la Commission interaméricaine des droits de l'homme.

6. Dans sa déclaration liminaire, la Haut-Commissaire a dit que le Conseil des droits de l'homme avait, à juste titre, choisi le thème des enfants vivant et/ou travaillant dans la rue et s'est félicitée que le débat se concentre sur les causes profondes et les principaux facteurs conduisant les enfants à affronter l'insécurité et la violence qui étaient leur lot quotidien dans la rue. Ce n'était pas dans la rue qu'était la place des enfants, mais dans des environnements sûrs, à l'école et à la maison. Il ne pouvait pas y avoir de prévention efficace sans une réelle compréhension des causes profondes de ce phénomène alarmant; la compréhension du phénomène à elle seule, sans volonté de s'attaquer et de remédier à la situation des enfants des rues, au nombre d'une centaine de millions d'après les estimations, ne servirait pas à grand-chose. La Haut-Commissaire a ajouté que l'on pouvait rencontrer partout des enfants vivant dans la rue, et que c'était une situation scandaleuse touchant aussi bien les pays en développement que les pays développés.

7. La Haut-Commissaire a expliqué que les enfants vivant et/ou travaillant dans la rue étaient particulièrement vulnérables aux violations des droits de l'homme, y compris à l'exploitation sexuelle et aux sévices sexuels, à la violence et à la traite. Outre la violence, la discrimination et la stigmatisation qu'ils subissaient, les enfants des rues étaient privés de droits aussi fondamentaux que l'accès à l'éducation, aux soins de santé, à la nourriture et à des conditions de logement adéquates. Ils pouvaient facilement se trouver exposés à des conditions de travail relevant de l'exploitation, à la toxicomanie et à des peines sévères pour des infractions mineures. Ils étaient confrontés à de graves problèmes de santé, y compris au VIH/sida et aux maladies sexuellement transmissibles. La communauté internationale devait protéger les enfants des rues et, au minimum, veiller à ce qu'ils ne soient pas punis en vertu de lois criminalisant des comportements de survie tels que la mendicité, le vagabondage, l'école buissonnière et les fugues. La Haut-Commissaire a aussi souligné que les enfants vivant et/ou travaillant dans la rue ne devraient pas être perçus comme un problème social, mais comme des êtres humains tout à fait capables d'apporter leur contribution à la société et comme des agents du changement.

8. Les jeunes représentants de programmes appuyés par Plan International au Bangladesh (Tania, 14 ans et Riaz, 16 ans) ont expliqué avoir grandi en vivant et en travaillant dans la rue. Ils ont dit que les enfants vivaient dans la rue soit parce qu'ils étaient pauvres et que leur famille était dans une situation précaire, soit parce qu'ils étaient confrontés à la violence dans leur foyer. Ces jeunes intervenants ont ajouté qu'il y avait dans le monde beaucoup d'enfants qui, pour différentes raisons, étaient contraints de passer leur enfance dans la rue, sans l'amour et sans l'affection de leurs parents ou sans pouvoir fréquenter une école et mener une vie décente. Des solutions à long terme étaient nécessaires pour aider ces enfants. Avec la coopération de chacun dans la société, les enfants des rues pourraient grandir en confiance comme les autres enfants et pourraient réussir.

9. La représentante de l'African Movement of Working Children and Youth (Severine, âgée de 17 ans), venue du Bénin, a dit que beaucoup d'enfants vivaient dans des conditions très difficiles, y compris en travaillant pour d'autres personnes, après avoir été retirés de l'école ou abandonnés par leurs parents en raison de la pauvreté. Ces enfants vivaient de la mendicité, de la prostitution ou du vol, n'avaient pas de toit, dormaient dans la rue ou sur l'emplacement des marchés, étaient persécutés par la police et souvent emprisonnés. Il incombait à l'État et aux parents d'envoyer les enfants à l'école; les enfants plus âgés avaient besoin de soutien afin de recevoir la formation et l'éducation nécessaires pour gagner leur vie. Les États devaient créer des centres et des écoles de formation professionnelle, plus spécialement dans les zones isolées; ils devaient mieux protéger les fillettes et les filles, offrir aux enfants des soins de santé gratuits et consacrer des ressources à la promotion et la protection des droits de l'enfant.

10. La Rapporteuse spéciale sur la vente d'enfants, la prostitution des enfants et la pornographie mettant en scène des enfants, M^{me} Najat Maala M'jid, a fait une distinction entre «enfants des rues» et «enfants dans la rue»; la première expression désignait les enfants qui vivaient tout le temps dans la rue et n'avaient aucun contact avec leur famille, tandis que la seconde se référait à des enfants qui gardaient un contact avec la famille. Cependant, la distinction entre les uns et les autres n'était pas toujours claire et il existait toute une gamme de situations qui dépendaient de l'âge, du sexe, de la façon dont les enfants survivaient dans la rue et du point de savoir si, à la fois, ils vivaient et travaillaient dans la rue ou seulement s'ils y travaillaient. L'intervenante a souligné la vulnérabilité spécifique des filles à l'exploitation sexuelle et aux grossesses précoces. Elle a ajouté que chaque enfant était unique, et qu'il fallait adapter les solutions à chaque cas particulier. Elle a analysé les différents facteurs pouvant amener un enfant à vivre et travailler dans la rue: la situation familiale; des facteurs sociaux et culturels, y compris la persistance de certaines pratiques nuisibles, telles que le mariage précoce ou forcé; des difficultés socioéconomiques; ainsi que des facteurs institutionnels. Elle a mentionné les problèmes posés par le phénomène des gangs d'enfants et le manque d'alternatives sociales et d'accès à des possibilités, notamment d'emploi.

11. La Rapporteuse spéciale a souligné que pour prévenir ce phénomène multidimensionnel et complexe, la communauté internationale devait tenir compte de tous les facteurs susmentionnés. Il était important que les enfants aient accès à des mécanismes de protection. Il était également important de mettre en place des organes de contrôle et de veiller à ce que les enfants les plus vulnérables aient facilement accès à des mécanismes de conseil, de plainte et de signalement adaptés à la sensibilité de l'enfant. Pour mettre en place des mesures de prévention et conduire des actions conformes à l'intérêt supérieur de l'enfant, il était indispensable de bien comprendre les différentes situations et les facteurs de risque auxquels étaient confrontés les enfants.

12. Le Président de Street Invest, le Père Patrick Shanahan, a expliqué qu'en 1994, il avait effectué un tirage au sort parmi 100 jeunes vivant dans la rue à Accra et leur avait demandé ce qu'ils feraient s'il leur était donné tout ce dont ils auraient besoin pour quitter demain la rue, par exemple des frais de scolarité payés, de quoi se payer un pupitre et une chaise, des livres, et même le vivre et le couvert, et s'ils quitteraient la rue. Deux enfants sur 100 avaient dit oui. Un garçon avait demandé: «L'école? Pour quoi faire? Pour porter un uniforme pendant six ans et retourner ensuite dans la rue?» Le Père Shanahan a expliqué qu'il fallait envisager les besoins des enfants des rues en se plaçant dans leur perspective, pas dans la nôtre. Il a déconseillé de tenter d'imposer aux enfants des rues des solutions qui ne seraient ni appropriées ni utiles pour les aider dans la vie, et il a dit qu'il fallait aborder la réalité des enfants des rues en prenant ces enfants tels qu'ils étaient et pas tels que nous voudrions qu'ils soient. Il fallait commencer par écouter les enfants pour évaluer ce qui irait dans le sens de leur intérêt supérieur, et des mesures appropriées seraient prises à partir de là.

13. Les enfants étaient dans la rue; pour trouver un plan de développement pour eux, les agents de service social devaient aller dans la rue afin de les comprendre. Le Père Shanahan a cité Benno Glauser, inlassable militant suisse travaillant pour les enfants des rues: «Et si grandir dans la rue, au lieu de n'être qu'une expérience négative pour les enfants, ouvrait des voies nouvelles et éventuellement positives et pouvait même constituer un nouveau paradigme pour des enfants qui grandissent dans des sociétés en voie de désagrégation?». Les enfants avaient le droit de vivre dans la rue et d'avoir un adulte en qui ils ont confiance. Le Père Shanahan a instamment invité un gouvernement à se porter volontaire pour lancer une politique qui reconnaisse le droit d'un enfant des rues d'être dans la rue, et à promouvoir le rôle que peut jouer l'agent de service social travaillant dans la rue en repensant le développement de l'enfant des rues.

14. Le Commissaire et Rapporteur chargé des droits de l'enfant à la Commission interaméricaine des droits de l'homme, M. Paulo Sergio Pinheiro, a dit que, dans les Amériques, les enfants des rues étaient parmi les principales victimes de la violence qui règne dans le monde. La pauvreté était la cause principale du phénomène et les enfants des rues fuyaient souvent la violence, les sévices et le délaissement dont ils souffraient chez eux. Les États devraient accorder une protection spéciale aux enfants, et plus particulièrement aux enfants des rues. Pour beaucoup d'enfants des rues, cependant, l'État n'était pas un protecteur mais le principal auteur de violences, par commission ou omission. Les enfants des rues étaient souvent qualifiés de membres de bandes criminelles qu'il fallait écarter de la rue au nom de la sécurité. Ces réactions répressives systématiques des États compromettaient les normes internationales relatives aux droits de l'homme, tout en étant inefficaces et coûteuses.

15. Le Rapporteur a dit que, au cours des deux dernières décennies, malgré les efforts consentis par les gouvernements pour protéger effectivement les droits des enfants des rues, il n'y avait eu ni plans efficaces ni services pour aider les enfants des rues à quitter la rue. Malgré leur visibilité, les enfants des rues servaient plus souvent d'illustration tragique de leur état d'abandon et de leur vulnérabilité qu'ils ne faisaient l'objet de programmes, de politiques et de services ayant une orientation positive. L'intervenant a souligné que les enfants des rues devaient être protégés contre la violence de l'État et d'autres violences, et que le meilleur moyen de s'attaquer à la violence contre les enfants était de l'arrêter avant qu'elle ne se produise. Être à l'abri de toutes les formes de violence, y compris des châtimements corporels, c'était le droit de tous les enfants. En 2009, la Commission interaméricaine des droits de l'homme avait publié un rapport dans lequel elle disait que les châtimements corporels étaient une violation des droits de l'homme et que tous les États avaient l'obligation d'interdire toutes les formes de violence contre les enfants, dans tous les contextes, où qu'elles puissent se produire. Il fallait pour cela investir dans des programmes de prévention afin de s'attaquer aux causes sous-jacentes et établir un cadre juridique solide fondé non seulement sur des sanctions, mais ayant aussi pour but d'envoyer un signal fort et sans équivoque indiquant que la société ne tolérerait pas la violence contre les enfants.

B. Le débat en plénière

16. Le Conseil des droits de l'homme a réparti les débats de la première table ronde en deux phases. Au cours de la première phase, des déclarations ont été faites par l'Union européenne, l'Allemagne, la Belgique, le Chili, Cuba, l'Équateur, l'Espagne, la Fédération de Russie, le Guatemala, le Nigéria (au nom du Groupe des États africains), le Pakistan, le Pérou, Sri Lanka, la Thaïlande et l'Uruguay (au nom du groupe des États d'Amérique latine et des Caraïbes). Un membre de la Commission parlementaire ukrainienne, le Réseau contre la prostitution infantile, la pornographie infantile et le trafic d'enfants à des fins sexuelles (ECPAT)¹ et International Save the Children Alliance² ont également fait des déclarations. Les représentants de l'Arabie saoudite, de l'Argentine, du Bangladesh, du

¹ Au nom de Consortium for Street Children, de Defence for Children International, du Bureau international catholique de l'enfance, de la Fédération internationale des travailleurs sociaux, de la Fédération internationale Terre des Hommes, de la Fondation Sommet mondial des femmes et de World Vision International.

² Au nom de Consortium for Street Children, du Réseau international contre la prostitution infantile, la pornographie infantile et le trafic d'enfants à des fins sexuelles (ECPAT), de la Fédération internationale Terre des Hommes, de SOS Kinderdorf International et de la Fondation Sommet mondial des femmes.

Brésil, de la Chine, de Djibouti, de la Finlande, de l'Indonésie, de l'Iran (République islamique de), de la Malaisie, de la Slovaquie, de la Turquie, de World Vision International³ et du Mouvement international ATD quart monde⁴ ont fait des déclarations au cours de la deuxième phase du débat.

17. Au cours du dialogue interactif, les orateurs se sont réjouis de la présence de jeunes représentants de la jeunesse en tant que participants et de cette occasion de les écouter et d'accorder ainsi à leurs opinions toute l'importance qu'elles méritaient comme le prévoyait la Convention relative aux droits de l'enfant. Les États ont réaffirmé l'importance de la Convention et de ses protocoles facultatifs, et des appels ont été lancés en vue de la ratification de ces instruments internationaux. Des représentants de différents gouvernements ont vigoureusement condamné la violence subie par les enfants des rues, y compris l'exploitation et les sévices sexuels, la traite des êtres humains, les travaux dangereux, la discrimination et l'absence d'accès aux services essentiels. Vu l'absence de données complètes, ce qui constituait une grave omission à l'échelle mondiale, certains États avaient demandé que soit organisée, renforcée et mise en œuvre la collecte systématique de données nationales ventilées relatives aux enfants des rues, afin que puissent être adoptées des mesures efficaces de prévention et d'intervention.

18. Il a été aussi fait à maintes reprises référence aux causes profondes du phénomène, y compris à la pauvreté et aux difficultés économiques, à la désintégration de la famille, à l'exclusion, à la stigmatisation et à l'absence d'éducation, ainsi qu'à la violence familiale, à l'urbanisation et aux catastrophes naturelles et anthropiques. La situation particulière des enfants étrangers non accompagnés a été également soulevée au cours du dialogue. Les intervenants ont reconnu qu'il s'agissait là d'un phénomène constaté aussi bien dans les pays développés que dans les pays en développement, et que les fillettes et les jeunes filles étaient extrêmement vulnérables à l'exploitation et aux sévices. Les enfants des rues n'étaient pas perçus comme des titulaires de droits fondamentaux, mais plutôt comme une menace à la société. Certains orateurs ont souligné qu'il y avait pour ces enfants un risque accru d'être recrutés par des groupes armés, mais aussi pour les enfants soldats démobilisés un risque de finir par vivre dans la rue. L'obligation des États de veiller à ce que tous les enfants puissent vivre avec leur famille, aller à l'école et avoir accès aux services les plus essentiels a été soulignée.

19. Il a été fait spécialement mention des mesures de prévention et d'éducation, et aussi du respect des opinions de l'enfant et de la nécessité de l'associer aux décisions le concernant. La promotion et la protection des droits de l'enfant n'étaient pas seulement une obligation internationale, mais aussi un investissement indispensable pour assurer notre avenir, ont dit les intervenants. Des politiques transsectorielles intégrées, un plan national de mesures, ainsi que la coopération aux niveaux national, régional et international étaient des aspects importants pour protéger les droits des enfants vivant et travaillant dans la rue. Les orateurs ont exprimé leurs préoccupations au sujet des nombreux enfants qui travaillaient dans la rue et ils se sont dits convaincus que la protection des enfants devrait être une priorité des programmes politiques et des politiques publiques. Certains ont dit que leur gouvernement avait adopté des stratégies, y compris les mesures législatives nécessaires, pour faire en sorte que les enfants des rues continuent d'exercer effectivement

³ Au nom de Consortium for Street Children, de Defence for Children International, du Réseau international contre la prostitution enfantine, la pornographie enfantine et le trafic d'enfants à des fins sexuelles (ECPAT), du Bureau international catholique de l'enfance, de la Fédération internationale Terre des Hommes, de l'Association International Harm Reduction, de Plan International, de SOS Villages d'enfants international et de la Fondation Sommet mondial des femmes.

⁴ Au nom de Franciscans International, du Bureau International catholique de l'enfance et du Conseil International des femmes.

leur droit à l'éducation. Plusieurs pays ont également informé le Conseil des droits de l'homme des mesures adoptées au niveau national pour la protection de l'enfance.

20. Des organisations non gouvernementales et des institutions nationales de défense des droits de l'homme ont dit qu'un nombre considérable d'enfants vivant et travaillant dans la rue avaient perdu l'un de leurs parents ou les deux. Les enfants atteints du VIH/sida souffraient d'un extrême isolement et d'une extrême discrimination. Les actions de prévention et de protection étaient d'une importance cruciale pour garantir les droits des enfants vivant ou travaillant dans la rue et de ceux atteints ou souffrant du VIH/sida et pour assurer leur bien-être et leur sécurité. Des orateurs ont demandé avec insistance que des mesures soient prises en vertu de l'obligation des États de soutenir et protéger les droits de tous les enfants, y compris des enfants migrants et que ces mesures soient inscrites dans les plans nationaux et dans la législation et les politiques nationales. Les gouvernements devraient mettre en place des systèmes efficaces et appropriés de protection de l'enfance et apporter des réponses intégrées, coordonnées et globales à tous les enfants, y compris aux enfants migrants.

21. La question de la prévalence des maladies chroniques, des problèmes psychologiques et des troubles du développement a été évoquée. Dans certains pays, bon nombre d'organisations non gouvernementales avaient pris l'initiative de proposer aux enfants des rues des services de santé, ainsi que l'accès à d'autres biens et services essentiels. Les États ont été instamment priés de fournir des services mobiles complets de soins de santé aux enfants vivant et/ou travaillant dans la rue et de se concentrer sur les aspects préventifs, thérapeutiques et promotionnels de la santé en tenant compte des besoins des enfants des rues, ainsi que sur la formation d'agents de santé. De plus, les États ont été invités à s'abstenir de criminaliser la vie ou le travail dans la rue et à élaborer des politiques et des programmes de soutien afin d'aider les familles à s'acquitter de leurs responsabilités envers leurs enfants.

22. Au cours du dialogue, certains intervenants ont demandé des exemples de mesures efficaces pour la réinsertion des enfants des rues, ainsi que des exemples de politiques publiques couronnées de succès; des exemples de recommandations en vue de programmes de coopération internationale sur cette question; des exemples de mesures préventives efficaces qui pourraient être prises au niveau national pour éviter aux enfants d'avoir à vivre dans la rue; ainsi que des exemples montrant comment passer d'une approche caritative à une approche fondée sur les droits, qui pourrait se traduire par un changement d'optique dans le traitement des problèmes des enfants des rues.

C. Observations finales

23. La Rapporteuse spéciale a rappelé qu'il était important que les différentes parties prenantes travaillent ensemble pour prévenir le phénomène des enfants des rues et protéger ces enfants. Elle a noté le rôle essentiel de ceux qui travaillaient directement avec les enfants dans la rue et la nécessité de les faire participer à des programmes intégrés. Un soutien social et psychologique de longue durée serait nécessaire et, si possible un retour des enfants auprès de leurs parents. La législation devrait reconnaître la nécessité de protéger les enfants, ainsi que la nécessité de donner aux enfants accès à des activités économiques. L'intervenante a ajouté que la protection des enfants vivant ou travaillant dans la rue nécessitait une approche systématique et que des ressources humaines et financières étaient nécessaires pour pouvoir les repérer, les aider et les réadapter. La famille devrait offrir un environnement protecteur pour permettre aux enfants non seulement de se développer, mais aussi de s'épanouir. Le défi, c'était de savoir comment assurer la prise en compte des droits de l'enfant dans les politiques nationales et sociales et dans les politiques

de développement, ce qui nécessiterait en même temps l'élaboration d'indicateurs permettant d'évaluer les progrès accomplis.

24. Le Père Shanahan a fait observer que les États ne devraient pas chercher des réponses magiques parce qu'il n'y en avait pas. Si des agents dévoués et formés étaient envoyés dans les rues des villes, les pays ne tarderaient pas à trouver des réponses qui viendraient des enfants; c'était donc ce que l'intervenant invitait les pays à faire. Des agents dévoués travaillant dans les rues, de concert avec les enfants des rues, pourraient mettre au point des plans d'intervention réalistes. Les États devraient écouter les enfants et tenir compte de leurs opinions. L'intervenant a appelé les États à ne pas traiter les enfants des rues comme de simples chiffres. Il s'est dit convaincu que l'adoption d'une approche fondée sur les droits rendrait leur voix aux enfants des rues et que l'on pourrait alors commencer à trouver des solutions.

25. Le Rapporteur a dit que les pays devraient coopérer avec le Sud afin d'obtenir des informations sur les enfants des rues et d'appliquer les principales recommandations de l'étude de l'ONU sur la violence à l'encontre des enfants⁵. Il a jugé inacceptable la manière dont beaucoup d'enfants de familles de migrants étaient traités dans les centres de détention. Il a regretté que la procédure des communications collectives n'ait pas trouvé place dans le projet final de Protocole facultatif à la Convention relative aux droits de l'enfant, instituant la procédure de communication proposée par le groupe de travail à composition non limitée⁶. Respecter les droits des enfants des rues, c'était respecter les droits des enfants en général, notamment, en éliminant les châtiments corporels ou la peine de mort, qui est encore en vigueur dans certains pays. La meilleure solution de tout problème concernant les droits de l'enfant c'était que les États garantissent tous les jours leur dignité humaine.

26. Les jeunes représentants de programmes appuyés par Plan International ont dit que si chacun dans la société offrait une main tendue, les enfants auraient une vie meilleure et une meilleure éducation. Selon le représentant d'African Movement of Working Children and Youth, les États devraient prendre soin des enfants vivant dans la rue en offrant aux enfants, spécialement aux filles, une éducation gratuite, en construisant des écoles dans les zones isolées et des centres de formation professionnelle pour les enfants ayant quitté l'école. Les gouvernements devraient prendre des mesures pour améliorer le pouvoir d'achat des parents et leur permettre de pourvoir aux besoins de leurs enfants, et de l'argent devrait être affecté à l'entretien des écoles.

III. Table ronde de l'après-midi: «Situation des enfants travaillant et/ou vivant dans la rue: stratégies de prévention et réponses»

A. Remarques liminaires et déclarations des participants

27. La table ronde de l'après-midi, dont les travaux étaient dirigés par le Vice-Président du Conseil des droits de l'homme, M. Rodolfo Reyes Rodriguez, a mis l'accent sur les conditions de vie des enfants travaillant et vivant dans la rue, ainsi que sur les stratégies de prévention et les réponses. Il y avait parmi les participants la Représentante spéciale du Secrétaire général sur la violence à l'encontre des enfants, M^{me} Marta Santos Pais; l'inspecteur général adjoint de la police du Sindh (Pakistan), M. Shaikh Abdul Khaliq; le

⁵ A/61/299.

⁶ A/HRC/17/36.

Directeur du Proyecto Meninos e meninas da rua (Brésil), M. Marco Antonio Da Silva Souza; la conseillère principale de l'UNICEF, M^{me} Theresa Kilbane; et le Conseiller spécial du Directeur général de l'OIT, M. Kari Tapiola.

28. La table ronde a été ouverte par la Haut-Commissaire adjointe aux droits de l'homme qui a souligné combien il importait d'entreprendre d'urgence un travail de collecte de données et de recherche plus fiable et plus systématique sur la situation des enfants des rues et d'adopter une perspective de genre dans leur protection. L'intervenante a insisté sur les recommandations formulées par les mécanismes des droits de l'homme, en particulier par le Comité des droits de l'enfant, concernant l'élaboration de mesures et de programmes proactifs de prévention, de soutien aux familles et de renforcement de l'aide, y compris dans les domaines de l'éducation, des soins de santé, de l'alimentation et du logement. Elle a dit que les enfants des rues ne devraient pas être traités comme des délinquants, mais au contraire bénéficier de services de prévention et de réadaptation. Elle a ajouté que les campagnes de plaidoyer devraient s'accompagner d'actions coordonnées entre les gouvernements, les institutions des Nations Unies, la société civile, les communautés locales et les enfants eux-mêmes, et elle a appelé le Conseil des droits de l'homme à formuler des recommandations concrètes à la suite du débat annuel d'une journée.

29. Selon la Représentante spéciale du Secrétaire général chargée de la question de la violence à l'encontre des enfants, ce qui donnait la vraie mesure de la valeur d'une nation, c'était l'échelle de ses investissements dans l'enfance et la façon dont elle respectait les droits fondamentaux de l'enfant. La reconnaissance de ces droits tendait à s'estomper dans la situation des enfants vivant ou travaillant dans la rue et cédait la place à la stigmatisation, à l'indifférence, à l'invisibilité et à la peur. L'intervenante a dit qu'avec l'urbanisation rapide, le nombre des enfants des rues avait tendance à augmenter, et parallèlement augmentaient aussi l'iniquité, l'exclusion et la violence. Elle a souligné que s'attaquer à la situation de ces enfants était un impératif des droits de l'homme. Les filles couraient un risque spécial: en plus des attitudes sociales négatives, elles subissaient des sévices sexuels et étaient menacées d'exploitation sexuelle; elles étaient exposées au risque de grossesses précoces et de responsabilités accrues en tant que mères d'une nouvelle génération d'enfants des rues; et encore trop souvent, elles se retrouvaient détenues pour comportement déviant «pour leur propre protection». Ce schéma dramatique était fortement aggravé par la situation politique. Dans toutes les régions, on observait une tendance inquiétante à criminaliser les enfants vivant et/ou travaillant dans la rue. Comme il était noté dans l'étude de l'ONU sur la violence à l'encontre des enfants, ces enfants étaient diabolisés pour des activités qui ne justifiaient nullement une violence aussi cruelle et gratuite que celle qu'ils subissaient. L'intervenante a conclu en expliquant qu'il était d'une importance cruciale que soit adoptée et appliquée une législation nationale prohibant toute forme de violence à l'encontre des enfants, partout et en tout temps, et qu'il était impératif que les délits liés au statut, tels que la mendicité, l'absentéisme scolaire et le vagabondage soient abolis. L'intervenante a souligné l'urgente nécessité de mettre en place et de rendre largement accessibles aux enfants travaillant ou vivant dans la rue des services de conseil qui soient sûrs, bien adaptés à la sensibilité de l'enfant et confidentiels, et de prévoir des mécanismes de plainte et de signalement pour pouvoir réagir aux incidents de violence.

30. L'inspecteur général adjoint de la Police du Sindh (Pakistan) a dit qu'étant donné que les enfants des rues risquaient davantage d'entrer en conflit avec la loi, les fonctionnaires de police devaient être au courant de différents problèmes, y compris des problèmes de la justice pour mineurs, et de la toxicomanie. De la façon dont les enfants des rues étaient perçus par la police dépendait de manière cruciale le type de réponse apporté au phénomène; le travail de sensibilisation aux enfants des rues et à leurs droits était donc essentiel. L'intervenant a insisté sur les problèmes et les défis auxquels la police du Sindh devait faire face, dont la plupart concernaient tous les pays en développement. Il y avait de

la part de la direction de la police une prise de conscience de plus en plus nette de la nécessité d'améliorer la façon dont les enfants des rues étaient traités dans les grandes villes. Le Pakistan avait pris un certain nombre de mesures à cet effet, y compris en créant cinq bureaux types chargés des droits de l'enfant dans la province du Sindh, en préparant un manuel de formation à l'intention de la police sur le système de justice pour mineurs, et en organisant à l'intention des fonctionnaire de police des stages et des ateliers de sensibilisation de courte durée sur les droits des enfants des rues. Les meilleures pratiques devaient être institutionnalisées et reproduites dans d'autres provinces et d'autres pays, et le renforcement des capacités des autorités de police devait être accéléré. L'action de la police de proximité devait être encouragée afin d'aider les enfants à quitter la rue et à se réinsérer dans la société.

31. Le directeur du Proyecto meninos e meninas da rua a dit que le phénomène des enfants vivant dans la rue était une réalité de plus en plus présente, mais qu'elle était oubliée dans les programmes des États. L'absence de réponse adéquate et rapide de la part des États, des références systématiquement négatives de la part des médias et l'absence de soutien de la part de la société en général renforçaient la stigmatisation et l'exclusion des enfants des rues, éloignant pour eux toute alternative et toute solution durable. Les enfants des rues étaient abandonnés à leur sort, confrontés à des situations où ils étaient exploités dans le travail, exploités sexuellement et même menacés de mort soudaine. L'intervenant a souligné que les politiques gouvernementales étaient fragmentées et mal financées, car seules des politiques publiques holistiques pouvaient changer cette situation. Derrière chaque enfant des rues, il y avait une famille abandonnée sans protection. Des politiques simultanées comportant à la fois des soins de santé (plus spécialement des services de santé génésique) hospitaliers et ambulatoires et l'appui à des programmes d'éducation et de réinsertion offriraient aux enfants des rues et à leur famille la chance d'un nouveau départ. Étant lui-même un survivant de la violence et de la traite dont étaient victimes les enfants des rues, l'intervenant a ajouté qu'il était très important de travailler avec les enfants à l'intérieur de leur groupe, en reconnaissant que leur groupe était leur réalité quotidienne. Il a expliqué qu'une fois gagnée la confiance de l'enfant, la première étape a été franchie dans le processus de changement et de compréhension de ses besoins, de ses limites et de ses possibilités.

32. Le dialogue était l'instrument pédagogique le plus approprié pour offrir des alternatives aux enfants des rues. L'intervenant a proposé d'établir des évaluations quantitatives et qualitatives nationales de la situation des enfants des rues et de renforcer le rôle de la famille en tant que pièce centrale des interventions. Les professionnels devraient être prêts à écouter, et prêts à croire à la possibilité de changer la situation d'un enfant. Des plans d'action nationaux coordonnés appuyés par des ressources financières garanties devraient s'attaquer aux problèmes résultant de contextes raciaux, économiques et culturels.

33. La Conseillère principale de l'UNICEF pour la protection de l'enfance a expliqué comment le Fonds, en partenariat avec des gouvernements et des organisations non gouvernementales, avait travaillé pour dégager une approche plus systématique englobant la législation, les services, les comportements et les pratiques qui réduisaient la vulnérabilité des enfants aux risques. Les éléments indispensables d'un environnement protecteur étaient, notamment, des changements dans les attitudes, les coutumes et les pratiques sociales qui permettaient que les droits de l'enfant soient violés, ainsi qu'une focalisation sur l'obligation des pouvoirs publics de mettre en place les meilleurs systèmes possibles pour la protection de l'enfant, sans distinction d'âge, d'aptitudes, d'origine ethnique ou de religion. S'attaquer au problème de la séparation des familles était souvent un point d'entrée pour renforcer le système de protection de l'enfance dans son ensemble. Environ 131 bureaux de pays de l'UNICEF participaient à des actions de protection de l'enfance dans le cadre de programmes allant de l'élaboration des politiques à la fourniture d'un appui direct aux soins. Des outils étaient maintenant disponibles pour élaborer et

évaluer les systèmes de protection de l'enfance et orienter les réponses à apporter pour les renforcer. L'intervenante a ajouté que les pouvoirs publics chargés des systèmes de protection de l'enfance étaient souvent mal financés et que la protection de l'enfance n'était peut-être pas considérée comme une mission essentielle de l'État. La nécessité était donc évidente d'une coordination entre les politiques sectorielles, d'un dialogue avec les autres prestataires officiels de services et les groupes communautaires et d'approches communes entre les partenaires internationaux qui soutenaient les interventions pour la protection de l'enfance.

34. Le Conseiller spécial du Directeur général de l'OIT a dit que le cadre international régissant le travail des enfants avait été défini par l'Organisation internationale du Travail (OIT) dans la Convention n° 138 (1973) sur l'âge minimum d'accès à l'emploi et dans la Convention n° 182 (1999) sur les pires formes de travail des enfants. À ce jour, 173 États Membres avaient ratifié la Convention n° 182 et 158 États étaient parties à la Convention n° 138. Bien que le travail dans la rue ne soit pas considéré comme faisant partie des pires formes de travail des enfants au sens des Conventions de l'OIT, la réalité du problème était plus difficile à cerner. Une attention particulière devrait être accordée aux enfants des rues pour éviter qu'ils passent à travers les mailles du filet des services de protection. Il y avait un grand risque que les enfants soient considérés comme les auteurs, plutôt que comme les victimes, d'activités criminelles. Le fait que beaucoup d'entre eux finissent dans la rue après avoir échappé à des activités auxquelles ils avaient été contraints était passé sous silence. La réponse de l'OIT reposait en grande partie sur des plans d'action nationaux globaux établis avec les autorités compétentes et la société civile. Des données de meilleure qualité étaient nécessaires pour mieux comprendre la situation et concevoir des activités à l'intention des professionnels qui travaillaient avec les enfants. La prévention, le retrait et la réadaptation étaient les étapes nécessaires pour combattre le problème et chaque phase nécessitait l'application de mesures et de plans d'action spécifiques. La communauté internationale s'était engagée à éliminer d'ici 2016 toutes les pires formes de travail des enfants. Ce résultat ne pouvait pas être obtenu sans s'attaquer au problème des enfants des rues.

B. Débats en plénière

35. Comme il l'avait fait pour la table ronde du matin, le Conseil des droits de l'homme a réparti les débats de la seconde table ronde en deux phases. Au cours des débats de la première phase, des déclarations ont été faites par l'Algérie, l'Angola, l'Australie, le Canada, Costa Rica, le Honduras, les Maldives, le Mexique, le Népal, le Pakistan, le Paraguay (au nom de marché commun du Sud), la République de Corée, la Suisse, l'Ukraine et l'Union africaine. Le Conseil national des droits de l'homme du Maroc, SOS Kinderdorf International⁷ et Defense for Children International⁸ ont également fait des

⁷ Également au nom de: African Child Policy Forum, Consortium for Street Children, Défense des enfants International, Réseau contre la prostitution infantile, la pornographie infantile et le trafic d'enfants à des fins sexuelles, Bureau international catholique de l'enfance, Fondation internationale Terre des Hommes, Mouvement international ATD-Quart monde, Service social international, Groupe des ONG pour la Convention relative aux droits de l'enfant, Plan International, Red Latinoamericana de Acogimiento familiar, Fondation Sommet mondial des femmes, Mouvement mondial des mères, World Vision International.

⁸ Au nom de: African Child Policy Forum, Consortium for Street Children, Convenent House/Casa Alianza, Réseau contre la prostitution infantile, pornographie infantile et le trafic d'enfants à des fins sexuelles, Bureau International catholique de l'enfance, Fondation internationale Terre des Hommes, Groupe des ONG pour la Convention relative aux droits de l'enfant, Plan International, SOS Kinderdorf International, War Child Holland, Fondation Sommet mondial des femmes,

déclarations. Au cours de la deuxième phase, l'Afghanistan, le Cambodge, l'Égypte, les États-Unis d'Amérique, la Géorgie, l'Inde, l'Indonésie, le Japon, la Jordanie, le Maroc, la Norvège, le Pérou, la Pologne, le Qatar, la Slovénie, le Soudan, le Viet Nam et l'Union européenne ont pris la parole. Sont également intervenues les organisations non gouvernementales suivantes: Consortium for Street Children⁹, Human Rights Advocates¹⁰, International Harm Reduction Association¹¹ et Plan International¹².

36. Au cours du dialogue interactif, les intervenants se sont de nouveau réjouis de la présence de jeunes représentants au débat annuel d'une journée et ont rappelé les causes qui faisaient que des enfants se retrouvaient dans la rue, ce qui les rendait plus vulnérables à la violence, aux sévices et à l'exploitation. Les États avaient une obligation de s'attaquer au problème. Étant donné qu'il s'agissait d'un problème aussi complexe et global, les réponses devaient être complexes et globales. La connaissance des raisons pour lesquelles des enfants se retrouvaient dans la rue pourrait aider à concevoir des stratégies pour s'attaquer au problème. En ce sens, la pauvreté, surtout dans les pays en développement, a été considérée comme l'une des causes majeures. Les obstacles structurels et les vulnérabilités socioéconomiques si répandus dans la société avaient un impact sur le bien-être des enfants. Les facteurs externes tels que les conflits, le VIH/sida, les effets du changement climatique et des migrations exacerbaient le problème. Certains enfants des rues étaient des apatrides, des réfugiés, des personnes déplacées ou des enfants d'immigrants clandestins. L'absence de domicile fixe avait de graves conséquences pour le développement de l'enfant, c'était un pas vers toute une vie de personne défavorisée. Plusieurs participants ont souligné le rôle essentiel que jouait l'UNICEF en aidant la communauté internationale à mieux comprendre les facteurs complexes et changeants qui amenaient des enfants à une vie d'enfants des rues.

37. En ce qui concerne la prévention, les intervenants ont souligné la nécessité de mettre au point des stratégies nationales globales et des mécanismes publics de coordination afin de promouvoir les droits de l'enfant; de promouvoir des politiques familiales qui aident les familles à s'acquitter de leurs obligations en ce qui concerne l'éducation des enfants; de prévenir autant que possible la séparation des enfants de leur famille; d'offrir des solutions de rechange à ancrage communautaire afin d'éviter le placement des enfants en institution; de punir les auteurs de violence à l'encontre des enfants; et de veiller à ce que les victimes aient accès à la justice.

38. Protéger les enfants contre tout préjudice et promouvoir leurs droits requérait une approche holistique impliquant une multiplicité de parties prenantes travaillant ensemble de concert avec la communauté internationale. Une approche holistique était un défi pour les pouvoirs publics, car un grand nombre de parties prenantes différentes devaient conjuguer

Mouvement mondial des mères, Organisation mondiale contre la torture et World Vision International.

⁹ Au nom de: Défense des enfants International, Bureau international catholique de l'enfance, Fondation internationale Terre des Hommes, International Harm Reduction Association, SOS Kinderdorf International et Fondation Sommet mondial des femmes.

¹⁰ Également au nom de: Consortium for Street Children, Défense des enfants International et Fondation Sommet mondial des femmes.

¹¹ Également au nom de: Consortium for Street Children, Human Rights Watch, Bureau international catholique de l'enfance et World Vision International.

¹² Également au nom de: Consortium for Street Children, Défense des enfants International, Réseau contre la prostitution infantile, la pornographie infantile et le trafic d'enfants à des fins sexuelles, Bureau international catholique de l'enfance, Groupe des ONG pour la Convention relative aux droits de l'enfant, SOS Kinderdorf International, Fondation Sommet mondial des femmes, Mouvement mondial des mères, Organisation mondiale contre la torture et World Vision International.

leurs efforts et il y avait encore un décalage considérable entre la politique et la pratique. De plus, beaucoup de pays souffraient d'un manque de moyens et de ressources pour s'attaquer à ce problème. La nécessité de créer des systèmes de protection sociale durables pour les enfants vivant et travaillant dans la rue a été soulignée. Un dénominateur commun, c'était l'absence de protection sociale et de soins et l'importance d'avoir en place des institutions adaptées à la sensibilité des enfants et jouissant de leur confiance, surtout de ceux qui étaient les plus vulnérables et les plus stigmatisés. Les intervenants ont mentionné différentes initiatives prises aux niveaux national, régional et international pour aider les enfants vivant dans la rue et ont invité les pays à partager les résultats de leurs initiatives tout en donnant des exemples des meilleures pratiques. Il était essentiel que les stratégies et les réponses soient élaborées d'une manière holistique en coopération avec les institutions et organisations compétentes – organismes des Nations Unies, organisations régionales et organisations non gouvernementales spécialisées.

39. Les organisations non gouvernementales ont réaffirmé que les enfants vivant dans la rue avaient pleinement droit à l'assistance et à la protection de l'État sans discrimination. Le placement de ces enfants dans de grandes institutions ou leur criminalisation et leur incarcération n'étaient pas des réponses appropriées. Un appel a été lancé aux États pour qu'ils amendent les lois qui font des enfants des criminels pour des infractions liées à leur statut comme la mendicité et les fugues. L'importance de l'enregistrement à la naissance a été soulignée, les enfants non enregistrés étant les plus vulnérables aux abus et à l'exploitation et risquant de subir d'autres abus ou sévices s'ils entrent en conflit avec la loi. Les États ont été instamment priés de veiller à ce que l'enregistrement à la naissance soit disponible et accessible pour tous les enfants.

40. depuis la dernière fois que cette question avait reçu toute l'attention de l'ONU (en particulier de la part de l'Assemblée générale) dans les années 90, les trois questions majeures qui continuaient d'être posées étaient encore: «Combien y en a-t-il?», «Qui sont-ils?» et «Que pouvons-nous faire pour les aider?». Plusieurs recommandations ont été formulées: créer et renforcer une base stratégique de connaissances pouvant faciliter l'élaboration des politiques en établissant et en diffusant des lignes directrices pour la collecte des données et en donnant des exemples de bonnes pratiques, de recherches et de programmes en faveur des enfants des rues qui soient des programmes basés sur les droits de l'enfant; investir dans une analyse continue des budgets gouvernementaux et des budgets des organisations internationales; faire participer le secteur privé et utiliser des stratégies fondées sur la responsabilité sociale de l'entreprise pour améliorer la conception des programmes et les interventions politiques; encourager la participation active des enfants des rues à la collecte des données et à la conception des programmes; et mettre l'accent sur les problèmes des enfants des rues dans les rapports présentés au Conseil des droits de l'homme par les États parties dans le cadre de l'Examen universel, et dans leurs rapports aux organes conventionnels.

41. Le dialogue interactif a mis en lumière les liens existants entre les problèmes de la justice pour mineurs et les enfants vivant et/ou travaillant dans la rue, étant donné que, dans certains pays, les enfants étaient arrêtés pour le simple fait qu'ils étaient dans la rue. Il a été aussi fait mention des effets de la détention sur les enfants. Les participants ont été priés de fournir des exemples: de stratégies visant à mieux intégrer les enfants dans la société; de campagnes de sensibilisation efficaces au problème des enfants des rues; de recherches et d'études sur la question, ainsi que de statistiques et de mesures de suivi de la situation des enfants une fois qu'ils ont grandi.

C. Observations finales

42. La Représentante spéciale du Secrétaire général sur la violence à l'encontre des enfants a souligné que les jeunes possédaient un potentiel considérable et qu'il était important d'établir avec eux un partenariat. C'était pour cette raison que la communauté internationale devait écouter les enfants. Il était essentiel d'investir dans la prévention et dans la protection des enfants contre toutes les formes de violence. Il importait de comprendre ce qui amenait les enfants dans la rue et il était nécessaire de documenter les causes profondes et les groupes à risque afin d'améliorer la mise en œuvre des politiques de prévention. La violence contre les enfants vivant dans la rue devait faire l'objet d'enquêtes, et les enfants devraient avoir accès à des mécanismes de conseil, de plainte et de signalisation adoptés à leur sensibilité pour pouvoir signaler les incidents de violence. L'intervenante a souligné avec force que le système de justice pénale ne devrait pas se substituer au système de protection de l'enfance. Elle a exprimé l'espoir que les débats de la table ronde fassent l'objet d'un rapport solide et complet auquel le Conseil des droits de l'homme pourrait revenir en 2011. Au niveau régional, les États ne devraient pas manquer les occasions d'échanger des informations, par exemple avec le Comité africain d'experts sur les droits et le bien-être de l'enfant et la Journée africaine des enfants des rues, prévue pour le 16 juin.

43. L'Inspecteur général adjoint de la police du Sindh, M. Abdul Khaliq Shaikh, a parlé du partage des meilleures pratiques et de leur reproduction dans différentes parties du monde. Le dialogue avait mis en lumière les meilleures pratiques appliquées dans différents domaines, tels que la santé, l'éducation et l'action de la police. Il fallait diffuser les meilleures pratiques, et les appliquer. L'intervenant a ajouté que le réel défi concernait, de manière générale, l'application de la législation existante et le renforcement des capacités des professionnels travaillant avec les enfants. Les conventions internationales avaient été ratifiées, la législation nationale avait été adoptée et les politiques appropriées étaient en place, mais ce qui faisait problème, c'étaient les structures et les institutions et le manque de moyens parmi ceux qui s'occupaient des enfants. Il faudrait donc faire en sorte que les institutions et les structures existantes soient plus efficaces.

44. Le directeur de Proyecto Meninos e meninas da rua, M. Marco Antonio da Silva de Souza, a dit que la pauvreté était un facteur important qui amenait les enfants à vivre dans la rue. Les professionnels qui travaillaient avec les enfants des rues devaient tenir compte de nombreux aspects différents dans leur activité: la famille, la communauté, les problèmes générationnelles, les nouvelles technologies, les modes de comportement, la violence, l'alcool et la drogue. L'État avait un rôle important à jouer, avec les organisations internationales, en proposant une approche holistique pour appuyer les familles et les enfants à la dérive. Aider les enfants des rues nécessitait une volonté politique et un soutien financier. Toute stratégie impliquait la participation de tous les acteurs, en particulier de ceux qui s'occupaient des enfants dans la rue. Il était important de créer un espace où les enfants pouvaient faire entendre leur voix et d'obtenir une large participation de la société à toute solution qui pourrait être envisagée. Il était essentiel de faire des recherches pour déterminer qui étaient les enfants des rues, quelles étaient les réponses les plus appropriées et comment elles pourraient être diffusées et reproduites. La législation était souvent très dure pour les familles.

45. La Conseillère principale de l'UNICEF, M^{me} Theresa Kilbane, a souligné qu'il était important de mettre en place des politiques inclusives impliquant les enfants, notamment dans des domaines comme l'enseignement professionnel et le soutien aux familles. Il y avait des rôles importants que les États devaient assumer. En ce qui concerne les meilleures pratiques, l'UNICEF envisageait de produire d'ici 2012 un

document indiquant les leçons à tirer du travail d'aide aux enfants vulnérables, en tenant compte des réunions régionales et du travail de terrain. L'intervenante a insisté sur la nécessité de la prévention et sur la nécessité de mettre en place des systèmes de protection pour faire en sorte que les enfants ne finissent pas dans la rue. Au sujet des données, il importait de recueillir les preuves de ce qui marche et de ce qui ne marche pas, et des données montrant qui sont les enfants les plus vulnérables ayant besoin d'une assistance. Toutes ces mesures nécessitaient des investissements accrus et des ressources humaines et financières adéquates.

46. Le conseiller spécial du directeur général de l'OIT, M. Kari Tapiola, a annoncé qu'en 2011 la Journée mondiale contre le travail des enfants serait essentiellement consacrée aux travaux dangereux. Des efforts de sensibilisation et d'éducation du grand public et des médias étaient un aspect important pour démontrer que les enfants vivant et/ou travaillant dans la rue ne devaient pas être considérés comme une nuisance et qu'ils étaient très probablement victimes des pires formes d'exploitation. On ne savait pas assez de choses sur le phénomène des enfants des rues; s'il était essentiel de recueillir et d'analyser des données, cela ne devait pas empêcher d'agir. De simples mesures administratives ou juridiques faisaient parfois beaucoup pour aider à résoudre des problèmes courants. Les mesures relevant de la justice pour mineurs devaient porter également sur la prévention, l'assistance et la réadaptation. Il ne fallait pas oublier que les enfants des rues étaient aussi des victimes.
